

La Pologne croule sous les déchets importés

Deux lois ont été adoptées, cet été, pour lutter contre la « mafia des déchets », accusée d'être derrière la multiplication des incendies dans les décharges.

Varsovie.
De notre correspondant

« La Pologne ne veut pas être la décharge de l'Europe ! » Le ministre de l'Environnement, Henryk Kowalczyk, est à l'origine de deux lois adoptées cet été pour lutter contre ce qu'il appelle la « mafia des déchets ». Celle-ci est tenue pour responsable du nombre record d'incendies dans les décharges du pays. Près de soixante-dix depuis janvier.

Dans la bourgade de Szprotawa, à 70 km de la frontière allemande, on se réjouit de voir le gouvernement prendre le problème à bras-le-corps. Depuis 2014, la décharge locale a fait l'objet de plus d'une dizaine d'interventions de pompiers, dont deux cette année. Toutefois, selon Maciej Boryna, de l'association écologiste GiPPL, le coupable ne serait pas la mafia, mais de « dangereuses substances chimiques ».

Des fûts ramenés d'Europe

Ouverte en 2002, la décharge de Szprotawa a longtemps été considérée avec indifférence par le voisinage. Mais en 2014, les habitants commencent à se plaindre de puanteur, de fuites de liquides polluants dans les champs. Le GiPPL recueille les témoignages de chauffeurs routiers, qui déclarent rapporter d'Europe, y compris de France, des fûts en métal contenant des produits chimiques et vidés à la décharge. Sous condition d'anonymat, un ex-employé de la décharge évoque une « poudre



La décharge de Szprotawa ne devrait plus accueillir de nouveaux déchets après le 15 octobre.

jaune qui faisait tousser et pleurer ». Les statistiques de l'Inspection de l'environnement montrent que le volume de déchets importés de façon légale a pratiquement doublé en Pologne depuis 2015, pour dépasser aujourd'hui les 700 000 tonnes par an, dont la moitié en provenance d'Allemagne. Des déchets arrivent même d'Australie depuis que la Chine, premier importateur mondial jusqu'en 2017, a fermé ses portes.

Propriétaire de la décharge de Szprotawa, le groupe français Suez dément que son site ait pu accueillir des déchets étrangers ou dangereux. « Les importations sont souvent le fait d'entrepreneurs malhonnêtes qui stockent des déchets dans des entrepôts temporaires, beaucoup moins encadrés par la réglementation que les véritables décharges. Lorsque l'espace vient à manquer, ils y mettent le feu », as-

sure Stéphane Heddeshimer, PDG de la filiale polonaise qui poursuit devant les tribunaux deux membres du GiPPL, dont Maciej Boryna, pour diffamation.

Les habitants de Szprotawa estiment, eux, avoir remporté une victoire : fin juillet, ils ont appris que le site n'accueillerait plus de nouveaux déchets après le 15 octobre.

Romain SU.

En Algérie, le choléra crée la psychose

Les autorités ont admis ce week-end, avec retard, quarante-neuf contaminations et deux décès à Alger, Blida, Tipaza et Bouira.

Alger.
De notre correspondant

« Quelle est la différence entre le choléra et le prochain mandat de Bouteflika ? Le choléra, on peut l'éviter en se lavant les mains ! » En voulant cacher la vérité sur la propagation de la maladie – une gastro-entérite aiguë minimisait le 20 août l'institut Pasteur – les autorités ont déchaîné colère et raillerie. Elles ont surtout créé un climat de psychose, amplifiée par la rumeur qui a incriminé l'eau courante, les fruits et légumes, les migrants subsahariens... Dans plusieurs régions, les hôpitaux sont pris d'assaut par des patients inquiets, parfois sans raison.

Le retour du choléra, maladie du sous-développement disparue d'Algérie depuis 1996, signe l'état de pauvreté dans les campagnes, que des statistiques frelatées ne peuvent plus occulter. Pour les intégristes, toujours en embuscade, c'est du pain bénit. Dans certaines mosquées d'Alger, on incrimine les femmes non voilées et les concerts de musique impie, qui auraient déclenché la colère de Dieu ! Des prédicateurs ont prescrit de boire de l'eau bénite, consommer trois dattes et réciter certains versets du Coran...



Des hôpitaux sont pris d'assaut par des patients inquiets.

En voulant rassurer la population, Mokhtar Hasbellaoui, ministre de la Santé, en a profité pour rendre hommage à « son excellence le président Bouteflika qui veille et s'informe chaque jour sur la santé des citoyens » ; une figure imposée de la flagornerie officielle qui a choqué beaucoup d'Algériens et donné lieu à des scènes de défiance. Comme à Tipaza, où des jeunes en colère ont bu avec ostentation l'eau d'une source déclarée impropre à la consommation par les autorités sanitaires.

Arezki AÏT-LARBI.

La filière crabe n'en pince pas pour Trump

Dans le Maryland, le slogan « l'Amérique d'abord » du Président prive les producteurs du réputé crabe bleu de main-d'œuvre.

L'histoire

Depuis son élection, Donald Trump insiste sur sa volonté de protéger les travailleurs américains contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pourtant, l'« Amérique d'abord » ne profite pas forcément aux citoyens. Le Maryland, un État de la côte Est célèbre pour ses fruits de mer, subit les conséquences de la nouvelle politique migratoire. Les patrons de l'industrie du crabe ne trouvent plus de main-d'œuvre.

Ce sont en général des Mexicains qui postulent pour ce travail difficile qui consiste à vider la chair du crabe. Aubrey Vincent, gérante de l'entreprise Lindy's Seafood, n'a pas réussi, cette année, à obtenir les 104 visas saisonniers nécessaires à son activité. Le département du Travail a en effet mis en place une loterie pour répondre à une demande en hausse.

Auparavant, la règle du premier arrivé, premier servi, s'appliquait, et les travailleurs des saisons passées pouvaient revenir plus facilement. Une mesure abrogée par le Congrès. Résultat, « nous sommes à 25 % de nos capacités de production à cause du manque de main-



Des entreprises sont pénalisées, faute de main-d'œuvre.

d'œuvre », constate Aubrey Vincent. Difficile pour elle d'embaucher des Américains : « Ils recherchent des emplois à l'année et sont rebutés par les efforts physiques requis et l'image peu reluisante de ce travail. » Comme chez Lindy's Seafood, un tiers de ces emplois n'ont pas été pourvus dans la région.

Aubrey Vincent redoute de perdre son marché – restaurants et grande distribution – « face à la concurrence étrangère qui ne fait pas face aux mêmes incertitudes ».

à Washington, Yona HELAOUA.

Au Japon, les stérilisés de force réclament justice

Après la Seconde Guerre mondiale, des milliers de Japonais ont été mutilés par des chirurgiens, au nom d'une loi eugénique. Le voile se lève enfin.

Tokyo.
De notre correspondante

« J'avais 16 ans lorsque j'ai été stérilisée de force », commence Junko Izuka. À 72 ans, elle éprouve toujours mille peines à parler de sa vie brisée par cet acte chirurgical. Elle cache son visage derrière un masque et bute sur les mots, qui ont tant de mal à sortir.

Originaire de Sendai (nord-est), elle raconte une enfance misérable : « Enfant, j'avais tout le temps faim. On portait toujours les mêmes vêtements, nous souffrions de discriminations. » Un jour, son père l'emène à l'hôpital. « On ne m'a rien expliqué. » Anesthésiée, elle se réveille dans une pièce. « Il y avait un lavabo face à mon lit, une personne m'a interdit de boire de l'eau. » Soupçonnée de souffrir d'un han-

dicap mental, Junko Izuka a été stérilisée au nom de la loi dite de protection eugénique, mise en place au Japon, après la Seconde Guerre mondiale. Entre 1948 et 1966, 25 000 personnes ont été stérilisées, majoritairement des femmes, suspectées d'être atteintes ou porteuses d'une maladie génétique rare.

« J'ai tellement pleuré »

Parmi elles, 16 500 n'auraient pas donné leur consentement : il n'était pas requis, seule comptait l'approbation du conseil de la protection eugénique. Dans certaines villes, les stérilisations ont été étendues aux lépreux.

Junko Izuka comprendra ce qui lui est arrivé bien plus tard. « Un jour, j'ai entendu mes parents dire que je ne pourrais jamais avoir d'enfants. J'ai tellement pleuré. » En plus de



Michiko Sato défend sa belle-sœur Yumi, stérilisée à l'âge de 15 ans.

la souffrance psychologique, Junko Izuka a dû supporter toute sa vie des douleurs intenses à l'estomac. Elle n'a que peu travaillé et subsiste, aujourd'hui, grâce à une mince retraite. Depuis février, elle réclame justice

et réparations à l'État. Sept autres stérilisés de force ont rejoint son combat. Michiko Sato s'exprime au nom de sa belle-sœur, Yumi, 15 ans lors de l'opération : « Elle a été stérilisée comme un chien ou un chat. » À Kumamoto (sud), Kazumi Watanabe, 73 ans, raconte comment enfant, il souffrait d'arthrose. Lors d'une hospitalisation, à l'âge de 10 ans, il subit une ablation des testicules. « J'ai découvert ma différence à l'école, lorsque je me suis comparé à mes camarades », confie l'homme.

Le voile se lève peu à peu sur cette période sombre. Il y a quelques jours, un journal local a révélé l'existence d'un document trouvé dans un musée de la préfecture de Hyogo (centre) : la liste de vingt-quatre personnes stérilisées de force.

Johann FLEURI.

Le regard de Chaunu



Point de vue

« Une question de vie ou de mort des médias »

Sammy Ketz, grand reporter à l'AFP, s'adresse aux députés européens dans une tribune signée par soixante-dix-huit grands reporters de vingt-sept pays européens. Retrouvez la totalité de son texte et la liste des signataires sur ouest-france.fr

« J'effectuais un reportage à Mossoul, l'ancienne capitale du groupe État islamique, sur la rentrée des classes, après trois ans de fermeture par les djihadistes, et je réfléchissais à la manière dont j'allais raconter le plaisir incommensurable ressenti par les enfants de cette ville martyre de retrouver les bancs de l'école. Avant de repartir pour Bagdad, j'ai lu sur mon ordinateur un article sur les débats européens relatifs aux « droits voisins » et leur application aux entreprises de presse.

En plus de quarante ans de carrière, j'ai vu le nombre de journalistes sur le terrain diminuer de manière constante alors que les dangers n'ont cessé de croître. Nous sommes devenus des cibles et les reportages coûtent de plus en plus cher. Finie l'époque où j'allais couvrir la guerre, en veste, ou en bras de chemise, un carnet dans ma poche, aux côtés du photographe ou du vi-

déaste. Aujourd'hui, il faut des gilets pare-balles, des casques, des voitures blindées, parfois des gardes du corps, des assurances. Qui paie de telles dépenses ? Les médias.

Or, les médias qui envoient des journalistes risquer leur vie pour assurer une information fiable, pluraliste et complète, ne sont pas ceux qui en tirent les bénéfices, mais des plateformes qui se servent sans payer. C'est comme si vous travailliez mais qu'une tierce personne récoltait sans vergogne et à l'œil le fruit de votre travail. Si du point de vue moral c'est injustifiable, du point de vue de la démocratie ça l'est encore plus [...]

Rétribuer les médias

Les médias ont subi longtemps avant de réagir [...] Désormais, ils veulent faire valoir leurs droits pour pouvoir continuer à informer. Les médias demandent que soient partagées les recettes commerciales avec les producteurs de contenus. C'est ça les « droits voisins ».

Il faut cesser de gober le mensonge colporté par Google et Facebook selon lequel la directive sur les « droits voisins » menace la gratuité d'Internet, NON. La gratuité existera sur Internet car les géants du Net,



Sammy Ketz, grand reporter à l'AFP.

qui captent actuellement les contenus éditoriaux GRATUITEMENT et engrangent des recettes publicitaires de ce fait, peuvent rétribuer les médias sans faire payer les consommateurs.

Impossible ? Pas du tout. Facebook a réalisé un bénéfice, en 2017, de 16 milliards de dollars et Google de 12,7 milliards dollars. Il faut tout simplement qu'ils paient leur écot. Ainsi les médias continueront à vivre et eux participeront au pluralisme et à liberté de la presse auxquels ils se déclarent attachés.

Je suis convaincu que les députés, abusés par un lobbying mensonger, ont désormais compris que la gratuité d'Internet n'est pas en cause. Il s'agit de la défense de la liberté de la presse, car si les journaux n'ont plus de journalistes, il n'y aura plus cette liberté à laquelle les députés, quelles que soient leurs étiquettes politiques, sont attachés.

De nombreuses fois, j'ai rencontré des gens assiégés, sans défense, qui demandaient seulement une chose : « Racontez ce que vous avez vu, ainsi nous aurons une chance d'être sauvés. » Dois-je leur dire : « Non, perdez vos illusions, nous sommes les derniers journalistes, bientôt vous n'en verrez plus car ils vont disparaître faute de moyens » ? Facebook et Google n'emploient aucun journaliste et ne produisent aucun contenu éditorial, mais ils se rémunèrent par la publicité associée au contenu que les journalistes produisent [...]

Il est temps de réagir. Le Parlement européen doit voter massivement en faveur de l'application de « droits voisins » aux entreprises de presse pour que vivent la démocratie et l'un de ses symboles les plus remarquables : le journalisme. >>>